

éducation. Le Premier ministre Gabriel Attal promet de « traquer » les auteurs

Vague de menaces d'attentats contre des lycées

LE GOUVERNEMENT a promis hier de « traquer » les auteurs de menaces d'attentats contre les lycées franciliens, après une vague de messages envoyés, pour certains accompagnés d'une vidéo de décapitation, via les Espaces numériques de travail (ENT) piratés de ces établissements.

« Ils pensent rester anonymes mais nous les traquons. Ils pensent être à l'abri mais nous les sanctionnons. Plusieurs dizaines d'auteurs de ces menaces, intervenues ces derniers mois, ont d'ores et déjà été judiciairisés », a déclaré le Premier ministre Gabriel Attal, à l'issue d'une réunion interministérielle sur la sécurité des établissements scolaires à Matignon.

Abordant plus largement les violences dans et en-dehors de l'école, le chef du gouvernement a annoncé l'organisation le 4 avril d'une réunion sur la sécurisation de « 150 à 200 » établissements qualifiés de « plus particulièrement à risque », promettant de « nettoyer les trottoirs aux abords » face aux « gangs » et aux « deals ».

Après déjà une série d'alertes à la bombe survenues dans plusieurs établissements à l'automne, une « cinquantaine » d'établissements scolaires franciliens viennent de faire l'objet de nouvelles menaces, selon la région Ile-de-France.

Ceux-ci, « essentiellement des lycées » ont reçu des « menaces » avec « apologie et provocation au terrorisme » depuis mercredi, soit « plusieurs infractions graves », a détaillé le ministère de l'Education.

La rue de Grenelle « condamne ces menaces graves », qui sont « passées par l'ENT, boîte mail interne de l'école ou encore le site Pronote ». Il « s'assure, par ailleurs, qu'il n'y a pas de compromission des réseaux du fait de l'envoi de ces messages ».

« Des services d'enquête spécialisés sont mobilisés pour identifier le ou les auteurs », a ajouté le ministère, qui « propose un accompagnement psychologique à tous les enfants ou adultes qui ont visionné malgré eux les vidéos choquantes ».

Des établissements de l'académie de Créteil (qui regroupe Seine-et-Marne, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), de Paris et une vingtaine dans l'académie de Versailles (Val-d'Oise, Yvelines, Essonne et Hauts-de-Seine) ont reçu ces menaces, ont indiqué les rectorats concernés.

Selon une source policière, un message annonçant un attentat à l'explosif a été envoyé à au moins cinq lycées dans les Yvelines, mercredi soir et dans la nuit de mercredi à jeudi. « Le ou les auteurs pirataient une adresse mail d'un élève afin de diffuser le message et une vidéo de décapitation sur toutes les boîtes ».



À la sortie d'une réunion interministérielle hier à Matignon, le Premier ministre Gabriel Attal a jugé « absolument inacceptables et inadmissibles » les menaces reçues par de nombreux établissements scolaires et dévoilé les résultats d'un audit sur la sécurisation des écoles, collèges et lycées.